

Castaner (PS), l'anti

Christophe Castaner, c'est pas Mister fantaisie. Costume impeccable, cravate bien ajustée, barbe taillée au cordeau. Seul dénote un bracelet de montre en deux couleurs. L'argumentaire, il le déroule *mezzo voce*, ni trop fort, ni trop doucement. Look un peu austère du Bas-Alpin insensible au bling-bling, bon sens du paysan gardant les pieds sur terre quand ses adversaires, qu'il qualifie de bons « papillons médiatiques », se prendraient les ailes dans la lumière des projecteurs. Traduction politique : un vrai Rocardien qui peaufine sa réputation de bûcheur. « Je suis un candidat qui bosse, qui connaît ses dossiers ». Pas de fiche, mais une bonne mémoire, il maîtrise bien son territoire. Juste pris en défaut quand il prononce Correns pour évoquer Correns dans le centre-Var. Un « pragmatique », pas un « dogmatique » qui assume sa fibre social-démocrate sans trop critiquer les écologistes et le Front de gau-

che, avec qui il faudra bien négocier un accord au soir du 1^{er} tour. Un hussard de la République laïque version 2015, en phase avec « Manuel » (Valls), et son ministre de l'Économie Emmanuel Macron qui aide ses compatriotes « à sortir du prêt à penser ». S'il le faut, il peut marquer sa différence avec Michel Vauzelle. Par exemple sur le dossier des transports, quand il défend la logique du « mieux de trains » contre celle, actuelle, du « plus de trains ». Pas de dérapages, des confessions bien contrôlées sur sa passion pour la culture, de l'humour – sans excès – des formules cruelles pour Christian Estrosi qui roule selon lui « dans la voiture la plus chère de France ». Des piques, répétées, contre « Madame Le Pen », à cause de propositions jugées « irréalistes ». Christophe Castaner n'est clairement pas le favori de cette élection. Mais il pourrait en être la surprise. C'est, en tout cas, l'objectif qu'il s'est fixé.



Le candidat du Parti socialiste était à Toulon hier pour répondre aux questions de la rédaction du groupe *Nice-Matin*. (Photos Dominique Leriche)

« Notre rôle, c'est d'apaiser »

Après l'horreur du 13 novembre, quel état d'esprit ressentez-vous chez les habitants de notre région ?

En province, l'angoisse et les peurs semblent moins fortes qu'à Paris. Mais les gens m'interrogent beaucoup sur la sécurité, disent avoir apprécié l'attitude de François Hollande mais ont un discours dur sur la désunion nationale. Et bien sûr, ils m'interpellent : « Pourquoi n'avez-vous pas pris toutes ces mesures avant ? »

Quel rôle peut jouer la Région dans un tel contexte ?

Je ne ferai pas le cow-boy de service, je laisse cela à d'autres, en disant « Moi, président je réglerai les problèmes d'insécurité ! » En revanche, la Région a une responsabilité sur « le vivre ensemble ». Un exemple : Marion Maréchal-Le Pen veut supprimer les repas de substitution dans les établissements de la Région. Imaginez les conséquences dans certains établissements où 70 % des

élèves, juifs ou musulmans, ne mangent pas de porc. Ces gamins ne resteront pas à la cantine et ne retourneront sans doute pas en cours à 14 h. On crée ainsi des germes de tension, de haine. La fonction de la Région, et plus largement des politiques aujourd'hui, c'est d'apaiser, de sécuriser. C'est l'inverse de ce qu'a fait la droite la semaine dernière en voulant hystériser le débat. Quand les Républicains ne sont plus des républicains et rompent l'unité nationale, ils le paient immédiatement.

Un douanier a été tué lundi à Toulon dans une affaire de trafic d'armes, l'une des priorités du gouvernement. Évidemment, c'est une priorité, pas seulement vis-à-vis de Daesh mais aussi du grand banditisme. Cela implique aussi que les Douanes, asphyxiées sous Sarkozy, aient des moyens. François Hollande a annoncé le renfort de 1000 agents sur un effectif de 12 000. C'est un effort très important.

« Que “Les Républicains” soient républicains »

Vous avez plusieurs fois appelé à une union des gauches. En vain. Qu'est-ce qui a achoppé – hormis l'opposition à la politique gouvernementale – avec les Verts et le Front de gauche ?

Juste la politique du gouvernement. Par rapport à la thématique de l'austérité. Quand on veut me diaboliser, alors on sort l'arme suprême : il a été rapporteur de la loi Macron. C'est vrai. Mais nous avons 95 % du bilan à la Région en commun. Et nous l'assurons. Et nous avons 95 % du programme commun. Je me suis déjà prêté à l'exercice de prendre leur projet politique : je m'y retrouve en totalité, sauf sur la contestation de l'austérité nationale. Elle n'existe pas. D'autant plus avec la phrase du président de la République qui a annoncé que le pacte de sécurité l'emportait sur le pacte de stabilité... On votait déjà des budgets à moins 70 milliards – ce qui est mieux que la droite, qui était à moins 140. On ne peut pas

parler d'austérité. Ils ont nationalisé le débat pour ne pas venir avec nous. Résultat : ils le payent et je le paye. On n'a pas créé de dynamique de 1^{er} tour, alors que l'union aurait montré qu'il y avait un enjeu majeur : battre l'extrême droite et la droite extrême. Aujourd'hui on a des sondages qui les placent à moins 8 %, ce qui leur enlève la parole. Le soir du 1^{er} tour, ils viendront frapper à ma porte et je les accueillerai. Mais je préférerais un accord négocié dans le temps. Construit. Et rendu public.

Concernant le 2^e tour, au cas où, comme certains sondages l'annoncent, vous arriveriez en 3^e position, seriez-vous prêt à vous retirer ? À vous allier à Christian Estrosi ?

Sur la fusion, ce n'est pas envisageable une seule seconde. Le retrait non plus, car je ne serai pas dans cette situation-là au premier tour. C'est langue de bois, mais ne demandez pas à un

candidat de se projeter, quand il est en campagne, sur sa défaite. Quand vous rencontrez un suicidaire, vous ne lui demandez pas « tu préfères la corde ou le pistolet ? ». C'est pas cool...

Manuel Valls l'a fait avant nous...

Parce que Manuel Valls s'est projeté dans un cadre très théorique. Je regrette d'ailleurs que la droite ne l'ait pas fait lors des dernières départementales, où partout où il y avait des duels FN-PS, elle n'a pas appelé à voter contre le Front national, elle n'a pas appelé à voter pour le Parti socialiste. Il y a des endroits comme à Berre (13), alors qu'elle avait la possibilité de se retirer pour empêcher l'élection du FN, elle s'est maintenue. Je voudrais qu'on arrête de demander aux socialistes d'être plus républicains que « Les Républicains ». Que Christian Estrosi soit républicain, et je le serai aussi.

C'est dit

« Je suis entré en politique pour Michel Rocard, pour le parler vrai. »

« Attention au discours de simplification qui devient simpliste. Le simplisme, ça n'a jamais marché. Même chez les sept nains. »

« Je suis un pragmatique, pas un dogmatique. »

« Les premières victimes de Daesh, ce sont les migrants. Que l'on ne les rejette pas à la mer sous prétexte qu'un ou deux terroristes se sont infiltrés parmi eux ! »

« Je combats tous les radicalismes : celui de Daesh mais aussi celui du FN. »

Gouvernement : de François à Emmanuel...

François Hollande a pris dix points dans les sondages. Une hausse dont les candidats socialistes aux régionales ne bénéficient pas...

C'est le président de la République qui grimpe de dix points. Pas l'homme politique, du moins je ne le crois pas. Mon problème, comme celui de Claude Bartolone – qui a bien plus de notoriété que moi –, c'est qu'un électeur sur deux ayant voté François Hollande dit qu'il ne viendra pas voter pour nous. La gauche a déçu et déçoit encore. La droite

déçoit. Les électeurs sont prêts à l'aventure, regardent vers le Front national.

Être un proche d'Emmanuel Macron : cela peut desservir auprès de certains électeurs de gauche, notamment ceux qui reprochent au gouvernement sa politique libérale...

C'est marrant parce que j'ai encore lu ce matin un sondage sur les hommes et les femmes politiques les plus populaires et j'ai vu que Macron était au sommet. Quand vous l'analysez, vous vous

apercevez que même à gauche, il est au sommet de la popularité. En revanche, il y a des gens, notamment au Front de gauche, pour qui Macron c'est le diable, la loi Macron c'est terrible. Mais il n'y en a pas un qui peut dire ce qu'il y a dans les 400 articles de la loi. Il faut sortir du prêt-à-penser. Et Macron aide à en sortir. Si je suis rapporteur de la loi Macron, c'est qu'il y a des gens qui pensent que je suis compétent. Je suis un candidat qui bosse, qui travaille ses dossiers, qui veut décliner concrètement la politique.

« papillons médiatiques »

« Conforter les filières qui créent de l'emploi »

Les forces et les faiblesses du bilan régional de Michel Vauzelle ?

À son crédit, il a fait la région. Celle-ci a aujourd'hui une identité qu'elle n'avait pas. Il a construit un sentiment d'appartenance forte. Nos concitoyens appartiennent à une région avant d'appartenir à un département. Nous sommes aussi la première région de France à avoir progressé en matière de transports et de TER. Sur la dernière mandature, il y a eu 40 % d'augmentation de fréquentation dans les TER, aucune autre région n'a autant progressé. La Région a investi 3 milliards d'euros dans ce domaine. Ceci étant, il reste une faiblesse. Michel Vauzelle a fait la région, mais qui sait à quoi elle sert ? Personne. Ce n'est pas propre à Paca. L'action de la Région n'est pas perçue, souvent parce qu'on est co-investisseur et que ça ne se voit pas.

Concernant les TER, malgré tout, près de 20 % sont en retard, des usagers râlent... Comment comptez-vous remédier à cela ?

D'abord, je ne promettre pas 100 % des TER à l'heure, ça n'existe nulle part. En fait, les résultats sont même plus mauvais du côté de Nice. Parce qu'on a des infrastructures qui ne sont plus adaptées et des trains qui n'ont pas la capacité. Moi, j'abandonnerai la logique du plus de

trains pour du mieux de trains : des trains qui soient à l'heure, où l'on soit assis et avertis en cas de difficulté. Je mobiliserai 480 M€ sur les infrastructures du quotidien, dont 280 M€ uniquement sur les Alpes-Maritimes. Une première réponse, dès 2016, sera l'arrivée de treize nouvelles rames, qui ont été commandées par Michel Vauzelle, qui viendront doubler les capacités. Huit iront dans les Alpes-Maritimes.

Pour une meilleure sécurité dans les trains, que proposez-vous ?

La sécurité est une priorité pour les transports, mais aussi les lycées et bien d'autres domaines. La sécurité est un droit absolu et, en plus, c'est une injustice sociale, car l'insécurité touche les plus démunis. Après, on peut faire le concours Lépine de la meilleure idée, par exemple des drones qui détectent tous les méchants... Dans les faits, il faut des moyens. La vidéo-protection en est un. Avec les nouvelles rames qui seront livrées la semaine prochaine, 70 % de notre parc de TER seront équipés de vidéo-protection. Je m'engage à faire 100 % de vidéo-protection sous dix-huit mois. Ensuite, il y a le côté shérif de ceux qui veulent créer une police des transports. Monsieur Estrosi a même parlé d'y consacrer cent personnes...

Sauf qu'à l'heure actuelle, tous services confondus, quatre cents personnes sont déjà en charge de la sécurité dans nos trains. Le meilleur élément de sécurité, c'est bien la présence humaine.

On compte plus de 70000 chômeurs en Paca. Que ferez-vous pour créer les emplois qui ne l'ont pas été jusqu'ici ?

Moi, rien ! Les emplois, ce sont les entreprises. Il faut d'abord conforter les filières qui créent de l'emploi : l'agroalimentaire, la sûreté, la mer et le nautisme, la santé, le bien-être, l'environnement et le sport. Il faut pousser des projets comme le Technopôle de la mer dans le Var, qui ouvre des perspectives de 5000 à 6000 emplois. Ensuite, je veux des formations diplômantes pour tous les individus, en adaptant les formations au marché de l'emploi, ce que tout le monde dit, mais en raisonnant territoire par territoire, à l'échelle des bassins d'emploi. Enfin, il faut des aides aux entreprises, leur faciliter l'accès au crédit. Je veux mobiliser 600 M€ chaque année avec la Banque publique d'investissement, pour accompagner 8500 entreprises. Mais je ne veux pas d'aides directes, c'est du clientélisme. Je veux des fonds de co-investissement, aux côtés des entrepreneurs.



C'est dit

« Le clientélisme continue à être une règle. Et le Sud de la France est sans doute plus vérolé que d'autres territoires. »

« L'idée même de vouloir diriger la Région tout en restant président de la Métropole Nice Côte d'Azur n'est pas éthique... »

« Chacun doit faire preuve de modestie. Si vous dites aujourd'hui aux gens que "moi président, je réglerai les problèmes dès janvier", dès février ils gueuleront, on créera de la déception et du rejet de la politique. »

Ce qui le distingue des autres...

Vos différences avec vos adversaires de droite sur la culture ?

J'y crois, c'est une vraie différence. L'une veut une culture administrée, régentée, l'autre a un discours généreux mais sa vision culturelle n'existe pas. La culture, par nature, est libre. Ce qui me distingue, c'est de réclamer la liberté pour la culture.

Sur l'agriculture ?

Par rapport à Christian Estrosi, je ne citerai qu'un chiffre : il y avait 10000 agriculteurs en 1970 dans les Alpes-Maritimes, il en

reste 769. M^{me} Le Pen, elle, veut fermer les frontières, ce qui aura deux conséquences : la fin des aides européennes pour les agriculteurs et, surtout, la fin de l'exportation pour notre agriculture.

Sur les lycées ?

Un lycée, c'est 35 M€, ce n'est pas une promesse qu'on peut faire à la légère, comme certains.

En revanche, quand l'un et l'autre annoncent qu'ils supprimeront 30 % des emplois, il faut savoir qu'ils en supprimeront dix par lycée.

Sur la jeunesse ?

Le refus de la stigmatisation. Je veux élargir la carte Zou, en faire un passeport solidarité pour la jeunesse, une carte de libre accès, en l'étendant à la santé, l'accès à la contraception notamment, mais aussi à la culture, à la prise en charge des transports scolaires.

Sur l'équité entre les départements ?

Il est logique de donner plus aux départements les plus fragiles, c'est le principe de la solidarité. Je la maintiendrai : cela s'appelle être de gauche.



Ma région à moi

Votre site préféré

L'ancienne base de sous-marins de Saint-Mandrier.

Votre ville préférée

Correns.

Votre monument préféré

Je n'aime pas trop les monuments, car ils sont généralement liés à des personnes. Mais la Porte d'Aix, à Marseille, pour le quartier.

Votre personnage ou personnalité préféré :

Olivier Py, le directeur du Festival d'Avignon.

Votre expression favorite
Y'a dégün.

Votre plage préférée
Le Cap Sicié.

Votre plat préféré
Le civet de marccassin.

Le lieu que vous rêvez de transformer
Je préfère parler de lieux à protéger comme le littoral et nos montagnes.

Il a répondu à leurs questions



Patrice Maggio, directeur adjoint des rédactions.



Mireille Martin, reporter en charge de la politique.



Stéphanie Mayol, rédactrice en chef adjointe.



Thierry Prudhon, reporter en charge de la politique.